



CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL METZ-THIONVILLE
Direction des Achats, de la Logistique et de l'Hôtellerie
Hôpital de Mercy
1, allée du Château
CS 4500
57085 Metz Cedex 0

Téléphone : 03.87.55.79.8

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) :

OBJET :

Prestation de saisie et traitement des questionnaires de satisfaction des patients hospitalisés et en consultation

Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE
Centre Hospitalier de BRIEY

Sommaire

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES | 4 |
| ARTICLE 2 - OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHE | 4 |
| 2-1- OBJET DU MARCHE | 4 |
| 2-2- FORME DU MARCHE ET MODE DE PASSATION | 4 |
| 2-3- DUREE DU MARCHE | 4 |
| ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES | 4 |
| 3-1- PIECES PARTICULIERES | 4 |
| 3-2- PIECES COMMUNES | 5 |
| ARTICLE 4 - GENERALITES | 5 |
| ARTICLE 5 - CONTENU DE LA PRESTATION | 5 |
| ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE | 7 |
| ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX | 8 |
| 7-1 – CONTENU DES PRIX | 8 |
| 7-2 – FORME DES PRIX | 8 |
| ARTICLE 8 - PAIEMENT | 9 |
| 8-1-PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT | 9 |
| 8-2-DELAJ DE PAIEMENT | 9 |
| 8-3-SUSPENSION DU DELAJ GLOBAL DE PAIEMENT | 10 |
| 8-4- INTERETS MORATOIRES | 10 |
| ARTICLE 9 – AVANCE FORFAITAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE | 10 |
| 9-1 - AVANCE FORFAITAIRE | 10 |
| 9-2 - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE | 10 |
| 9-3 - REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE | 11 |
| ARTICLE 10 - PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT | 11 |
| 10-1 - PENALITES POUR RETARD | 11 |
| 10-2 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE | 11 |
| ARTICLE 11 - RESILIATION | 12 |
| ARTICLE 12 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES | 12 |
| ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE | 12 |
| ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX | 12 |
| ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES | 13 |
| ANNEXE 1A : QUESTIONNAIRE PATIENT HOSPITALISE (EXEMPLE) | 14 |
| ANNEXE 1B : QUESTIONNAIRE PATIENT EN CONSULTATION | 16 |
| ANNEXE 2 : EXEMPLE DE RESULTATS ATTENDUS | 18 |
| ANNEXE 3 : EXEMPLE POUR LA RESTAURATION (SITE MERCY) | 20 |
| ANNEXE 4 : PAR SERVICE : SCORE GLOBAL ET PAR THEMATIQUE AVEC COMPARAISON DES SCORES MOYENS DE L'ETABLISSEMENT (SOURCE : QUESTIONNAIRE DES PATIENTS HOSPITALISES) | 24 |
| ANNEXE 5 : REMARQUES ET SUGGESTIONS | 25 |
| ANNEXE 6 : NUAGE DE MOTS | 27 |
| ANNEXE 7 : AFFICHE PAR SERVICE | 28 |

ARTICLE 1 - PARTIES CONTRACTANTES

- Le CHR METZ-THIONVILLE personne publique contractante, est représenté par son Directeur Général, Pouvoir Adjudicateur, seul habilité à signer les marchés ;

et

- Le prestataire retenu dans le cadre du marché.

ARTICLE 2 - OBJET, FORME ET DUREE DU MARCHE

2-1- OBJET DU MARCHE

Le présent marché porte sur une prestation de service de saisie et de traitement des questionnaires de satisfaction des patients hospitalisés et en consultation pour le CHR de METZ-THIONVILLE et le CH de BRIEY.

2-2- FORME DU MARCHE ET MODE DE PASSATION

La procédure de consultation utilisée est celle de la procédure adaptée selon les articles R.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la Commande Publique.

A ce titre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier les offres ou d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans engager lesdites négociation.

Le présent marché est constitué d'un lot unique. Les prestations objet du marché forment un ensemble cohérent indivisible.

Il est conclu sans minimum et avec un montant **maximum fixé à 215 000 € HT pour la durée totale du marché.**

2-3- DUREE DU MARCHE

Le marché sera exécutoire à compter de **sa notification pour une durée de 12 mois, reconductible trois fois pour des durées de 12 mois chacune.** La reconduction est tacite, elle ne peut pas être refusée par le titulaire.

A l'inverse, en cas de non reconduction pour la période de 1 an suivante, le CHR la prononce et la notifie expressément au titulaire du marché avec un préavis de 2 mois avant la date anniversaire.

La non reconduction si elle est ainsi prononcée n'ouvre pas droit à indemnisation pour le titulaire.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES

3-1- PIECES PARTICULIERES

Le marché est constitué des pièces contractuelles ainsi hiérarchisées en partant du plus important :

- l'Acte d'Engagement et ses annexes financières,
- le présent Cahier des Clauses Particulières, dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi,
- l'offre technique et financière retenue (BPU)
- Les documents RGPD (PROC_0053 et PROC_00054)

3-2- PIECES COMMUNES

La pièce commune suivante n'est pas jointe au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément la connaître, s'y référer et l'accepter :

- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G, arrêté du 30 mars 2021) applicables aux marchés de fournitures courantes et services.

ARTICLE 4 - GENERALITES

Le Ministère chargé de la santé a commencé la généralisation en 2012 d'un indicateur de mesure de la satisfaction des patients hospitalisés. Sont concernés les établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie ou obstétrique (MCO), publics et privés.

Le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et le Centre Hospitalier de BRIEY s'inscrivent dans cette démarche. Ces deux établissements sont actuellement sous le régime d'une Direction commune.

Le questionnaire utilisé dans les services d'hospitalisation permet de calculer des indicateurs spécifiques et un score de satisfaction globale. Ces indicateurs sont calculés à partir des réponses apportées par les patients à différents items du questionnaire commun.

Ces indicateurs sont considérés comme fiables, robustes et pertinents.

Par an, le volume de questionnaires destinés aux patients hospitalisés est d'au minimum 12 000 pour le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et 1 500 pour le Centre Hospitalier de BRIEY.

Ces questionnaires sont actuellement transmis aux patients sous format papier.

L'objectif de ce marché est d'assurer le traitement des questionnaires des deux entités.

Par ailleurs, un questionnaire à destination des patients en consultation et en ambulatoire (Hôpital de Jour) va être diffusé à compter de l'année 2025. Le volume estimé se situe aux alentours de 10 000 questionnaires par an.

Un projet de dématérialisation du recueil des questionnaires est également envisagé sur la période du marché. Le prestataire devra être en capacité d'intégrer les retours des questionnaires sous ce format.

ARTICLE 5 - CONTENU DE LA PRESTATION

La prestation souhaitée par le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et le Centre Hospitalier de BRIEY est la suivante :

- Saisie des questionnaires patients complétés (hospitalisation et consultation) (voir Annexe 1a et 1b), du Trimestre T1 à T4 de l'année 2025 et des années suivantes (période du marché) qui seront sous format papier ou pour partie sous format dématérialisé dans la période concernée par le marché.
- Périodicités de traitement :
 - Trimestrielle. Pour cela, le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et le Centre Hospitalier de BRIEY s'engagent à transmettre au prestataire retenu l'ensemble des questionnaires recueillis à chaque échéance trimestrielle (2 à 3 semaines suivant le trimestre), sauf la première année du marché au cours de laquelle plusieurs trimestres pourront être fournis en même temps

→ Annuelle. Traitement des données recueillies selon les mêmes modèles que les traitements trimestriels.

Les résultats trimestriels et annuels devront être retranscrits par établissement, site, pôle et service (voir Annexe 2)

Le rapport « Résultats par service » devra être transmis sur le format d'un rapport par thématique et par service (un fichier modifiable par service). Les diagrammes feront apparaître les résultats en % selon la fréquence de chacune des modalités suivantes :



Sur l'ensemble des résultats de tous les questionnaires et conformément aux bonnes pratiques en analyse de données, les réponses « non concerné » ne doivent pas être incluses dans les calculs statistiques. Mathématiquement, ces réponses ne reflètent pas l'opinion des répondants et peuvent biaiser les résultats quand elles sont prises en compte. Par conséquent, elles doivent impérativement être exclues des calculs de moyennes, de pourcentages et des autres indicateurs statistiques demandés avant la présentation des résultats, afin de garantir la fiabilité et la pertinence des données.

En parallèle, le prestataire transmettra les résultats par thématique englobant tous les services concernés d'un même site (voir Annexe 3)

Thématiques :

- Accueil par le service administratif
- Urgences : Accueil par le service des urgences, attente au service des urgences
les questions portant sur la satisfaction des patients étant accueilli par les services d'urgences, c'est-à-dire les résultats des questions « L'accueil par le service des urgences » et « L'attente au service des urgences » seront regroupés dans un même document, en vue d'évaluer et renseigner les services d'urgences sur leur accueil et l'attente des patients hospitalisés au CHR et entrés par les urgences.
Un tableau regroupant chacun des pôles cliniques serait le plus pertinent, avec le total sur tout le CHR en dernière ligne.
- Le respect de l'heure de rendez-vous des examens réalisés au service de radiologie
- La façon dont vous avez été transporté pour aller passer des examens
- Accueil par le bloc opératoire
- Accessibilité à l'hôpital en cas de handicap
- Chambre
 - o Confort de la chambre
 - o Propreté de la chambre
 - o Température de la chambre
- Restauration :
 - o Qualité des repas,
 - o Variété des menus,
 - o Prise en compte du régime alimentaire,
 - o Horaires de distribution des repas

Il conviendra, pour chaque thématique, que le prestataire calcule un score de satisfaction sur 100 à partir des réponses des patients, et en expliquer la règle de calcul.

Sur ce même rapport, le prestataire identifiera en fond Orange (ou autre) les résultats peu significatifs au regard du nombre de réponses à la question (ex. : Moins de 20 réponses) (voir Annexe 3)

Il est attendu également que le prestataire calcule annuellement pour chaque service un score de satisfaction global et un score pour chaque thématique (voir Annexe 4).

Les remarques/suggestions des patients en fin de questionnaire devront être regroupées par thématique et par service (voir attendu en Annexe 5) afin de pouvoir transmettre aux responsables concernés l'ensemble des éléments. Les commentaires positifs et négatifs devront être respectivement identifiés en Vert et en Rouge.

Le prestataire mettra également à disposition des nuages de mots (voir Annexe 6) sur la base des commentaires/suggestions des patients

- Trimestriellement : au niveau des sites, des pôles
- Annuellement : au niveau des sites, pôles, services et des **thématiques suivantes** :
 - o Accueil par le service administratif
 - o Urgences (tous commentaires sur la prise en charge aux urgences : Accueil par le service des urgences, attente au service des urgences, etc.)
 - o Transport interne des patients par les brancardiers
 - o Accueil par le bloc opératoire
 - o Chambre (tous commentaires sur la chambre : Confort de la chambre, Propreté de la chambre, Température de la chambre, etc.)
 - o Restauration (tous commentaires sur la restauration : Qualité des repas, Variété des menus, Prise en compte du régime alimentaire, Horaires de distribution des repas, etc.)

Le prestataire transmettra annuellement, en même temps que les résultats, une affiche par service reprenant les résultats dudit service (sans les commentaires) avec un cartouche en dessous permettant à chaque cadre/chef de service d'identifier les actions d'amélioration qu'ils souhaitent mettre en place (voir Annexe 7)

Ces affiches seront ensuite apposées dans les services à destination des personnels, patients et familles/visiteurs. Ce modèle doit bien évidemment être en format modifiable (type Word, PPT).

Les rapports d'analyse devront être rendus aux centres hospitaliers dans un délai de 3 à 4 semaines à compter de la réception des questionnaires.

Ils seront transmis en version PDF et sous format exploitable (Excel, Word, PPT, etc.)

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Les supports informatiques fournis par l'établissement bénéficiaire et tout document de quelle que nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le prestataire retenu restent la propriété du Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et du Centre Hospitalier de BRIEY.

Le prestataire retenu s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel, de façon absolue, les obligations suivantes :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés par l'établissement et utilisés par l'établissement à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toute mesure, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat ;

et en fin de contrat à :

- procéder à la destruction de tout fichier manuel ou informatisé stockant les informations saisies.

Ou à :

- restituer intégralement tout fichier manuel ou informatisé selon les modalités prévues au présent contrat.

A ce titre, également, le prestataire retenu ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable des établissements de santé. Les supports d'information qui lui seront remis devront être traités sur le territoire français métropolitain. Les établissements bénéficiaires se réservent le droit de procéder à toute vérification qui leur paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le prestataire.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du prestataire retenu peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du nouveau code pénal.

Le Centre Hospitalier Régional METZ-THIONVILLE et/ou le Centre Hospitalier de BRIEY pourront prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du prestataire retenu, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 7 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

7-1 – CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, comprenant déplacements, repas et hébergement du titulaire, ainsi que, le cas échéant, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage et au transport liés à la prestation, jusqu'au lieu de livraison ou d'installation ; ainsi que d'éventuels frais administratifs (facturation ou autres) et ne doivent pas être liés à un minimum de commande.

Le marché est traité à prix unitaire, les prix seront libellés en euros (€).

De même, tous les équipements ou consommables nécessaires à la réalisation de la mission sont à la charge du candidat.

Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée.

7-2 – FORME DES PRIX

Les prix sont **fermes** pour la première période annuelle du marché (1 an).

Pour les périodes annuelles suivantes, les prix sont révisibles chaque année. Le titulaire en informera le Pouvoir Adjudicateur avec un préavis de **1 mois** avant la date anniversaire, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le titulaire proposera un BPU révisé selon la formule de calcul ci-dessous. Une fois accepté par les parties, le BPU révisé entrera en vigueur à compter du premier jour du mois suivant la révision.

Si aucun réexamen n'est effectué dans le mois précédent la date anniversaire du marché, les prix précédents seront considérés comme les prix en vigueur pour la nouvelle période.

Les prix sont révisibles selon les conditions suivantes :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

Les prix sont fermes pendant la 1ère année d'exécution du marché. Ils sont révisables une fois par an à compter de la 2ème année d'exécution du marché, par application aux prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_o \times (I_1 / I_0)$$

Où :

P = Prix révisé HT;

Po = Prix initial du marché réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (septembre 2025)

I1 = dernière valeur connue de l'indice **Syntec révisé au moment de la révision.**

Cet indice est consultable sur le site Syntec : <http://www.syntec.fr/>

I0 = Valeur initiale de l'indice Syntec révisé (valeur septembre 2025).

ARTICLE 8 - PAIEMENT

8-1-PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures afférentes au paiement, libellées en Euro (€) à l'exclusion de toute autre unité de compte et/ou de paiement, seront établies avec les indications suivantes :

- les nom, n° siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro de l'ordre de service ;
- les prestations et travaux exécutés ;
- le montant hors T.V.A. ;
- le prix unitaire hors T.V.A
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total TTC ;
- la date d'exécution.
- la date d'envoi de la demande de paiement

Elles seront envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Attention à sélectionner le code SIRET correspondant à chaque établissement.

| Etablissements | N° de SIRET | Code service |
|---------------------|-------------------|--------------|
| CHR METZ-THIONVILLE | 265.702.803.00510 | CLIKU |
| CH de BRIEY | 265.400.200.00019 | PEXTB |

8-2-DELAÏ DE PAIEMENT

Conformément à l'article R 2192-11 du code de la commande publique, les factures sont réglées, hors délai bancaire, sous le délai maximum de 50 jours.

Les factures donneront lieu à paiement dès lors que les services du Pouvoir Adjudicateur ont pu constater le service fait (prestation effectuée correctement).

8-3-SUSPENSION DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Toute demande de paiement ne comportant pas l'ensemble des renseignements de l'article 9-1 supra ne pourra être acceptée, et donnera lieu à notification motivée d'un sursis au paiement, adressé par télécopie ou par lettre recommandée AR au fournisseur pour correction.

Au cas où la facture présentée en règlement n'est pas conforme aux prestations exécutées ou n'est pas présentée comme il est indiqué au point 9-1 supra, il sera opposé un sursis de paiement au titulaire, applicable jusqu'à exécution complète des prestations concernées par la demande de paiement, ou jusqu'à production des pièces justificatives mentionnées au courrier portant sursis de paiement.

8-4- INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

ARTICLE 9 – AVANCE FORFAITAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

9-1 - AVANCE FORFAITAIRE

L'avance forfaitaire est constituée d'une somme que le CHR METZ-THIONVILLE pourra, avant toute exécution, octroyer en une fois au fournisseur retenu pour tout lot ou marché dont le montant minimal est supérieur à 50 000 € H.T., sauf si le titulaire du marché en a exprimé par écrit son refus.

L'avance forfaitaire représente un montant de 5% du montant contractuel des prestations à exécuter dans les 12 premiers mois de validité du marché, soit l'offre du candidat retenu divisée par la durée maximale contractuelle de validité du marché.

9-2 - GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

Le versement de l'avance forfaitaire ne pourra avoir lieu avant que le titulaire ait fait parvenir au C.H.R. la preuve de sa constitution d'une garantie à première demande auprès d'un Etablissement de crédit mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier.

L'Etablissement de crédit s'engage alors à rembourser le CHR METZ-THIONVILLE, dès sa première demande, des montants qui auraient été avancés forfaitairement au titulaire.

9-3 - REMBOURSEMENT DE L'AVANCE FORFAITAIRE

Le remboursement des sommes ayant donné lieu à avance forfaitaire interviendra lorsque le montant facturé par le titulaire aura atteint 65% du montant minimal contractuel de prestations ou de commandes.

Le CHR METZ-THIONVILLE procédera au remboursement de l'avance, par précompte sur la ou les demandes de paiement faisant suite à l'atteinte de ce seuil de 65%, jusqu'à remboursement total de la somme avancée.

Le précompte devra être achevé au plus tard lorsque que 80% du marché aura été exécuté.

ARTICLE 10 - PENALITES DE RETARD – EXECUTION PAR DEFAULT

10-1 - PENALITES POUR RETARD

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

Lorsque les délais contractuels d'exécution fixés par le marché sont dépassés par le fait du prestataire, celui-ci encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant la formule ci-après :

$$P = \frac{V \times R}{50}$$

dans laquelle :

P = Montant des pénalités,

V = Valeur pénalisée (valeur des prestations sur laquelle est appliquée la pénalité),

R = Nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités s'exécutent sans mise en demeure préalable et sur simple constat d'un manquement.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

10-2 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de défaillance imputable au titulaire dans l'exécution de sa prestation, de prestation incomplète ou rejetée, de retard, ou de non remplacement dans les délais accordés ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur pourra se fournir là où il le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires résultant de cette opération pourront être mis à la charge du titulaire défaillant, sans préjudice d'éventuelles pénalités pour retard, et cela jusqu'à l'exécution effective des prestations par la tierce entreprise appelée en remplacement.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci pourra être mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et déduite de sa prochaine facturation. A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profitera pas au titulaire.

ARTICLE 11 - RESILIATION

Il sera fait application des dispositions énumérées dans les articles 38 à 44 du C.C.A.G. sous réserve de la dérogation suivante :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

Le titulaire du présent marché est responsable des agissements de ses préposés, dans les conditions du droit commun.

Le Titulaire devra justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causée au tiers du fait d'accident :

- par son personnel salarié en activité sur les différents sites du CHR Metz-Thionville et du CH de BRIEY
- par ses matériels d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation
- du fait d'un événement engageant la responsabilité du titulaire.

Il s'engage, sur toute demande faite par le Centre Hospitalier par lettre recommandée avec avis de réception ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande). Nonobstant l'application de ces pénalités, le CHR de Metz Thionville se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire en cas de non production persistante des pièces relatives à la police d'assurance.

ARTICLE 13 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame L'inspectrice générale des finances
Rue des Frères LACRETELLE
57070 METZ
tél. : 33 3 87 65 17 60
fax : 33 3 87 65 17 99.
e-mail : T057061@cp.finances.gouv.fr

ARTICLE 14 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

La juridiction compétente pour tout contentieux pouvant survenir à l'occasion de l'attribution ou de l'exécution du présent marché est le Tribunal administratif de STRASBOURG, 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG.

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

L'article 10 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG FCS

Fait à Metz, le 6 août 2025



K. REBELO-SEWASTIANOW

Directrice des Achats

de la Logistique et de l'Hôtellerie